

*Questions orales*

[Traduction]

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Selon le rapport de Campagne 2000 sur la pauvreté chez les enfants, qui a déjà fait l'objet de questions à la Chambre aujourd'hui, près de la moitié des familles pauvres n'auront pas droit, en 1993, au supplément du revenu gagné que prévoit le nouveau programme du ministre.

Dans ces conditions, comment le ministre peut-il prétendre que son programme est valable pour les familles pauvres? Pourquoi ne propose-t-il pas de meilleures mesures pour aider les enfants et les familles pauvres?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je précise tout d'abord que je n'ai pas pris connaissance du rapport. Je le ferai, et il me sera ensuite plus facile de répondre aux questions.

Je ne puis que répéter ce que nous avons toujours dit à propos des avantages fiscaux. Les travailleurs à faible revenu dont les gains se situent entre 10 000 \$ et 20 000 \$ reçoivent 500 \$ de plus que les familles dont le revenu est de 50 000 \$ à 60 000 \$ par année, pour qui les avantages diminuent.

Nous continuons à donner plus d'argent qu'auparavant. Il faut tenir compte de facteurs comme le taux d'inflation et le coût de la vie. Ils sont les mêmes pour toutes les familles au Canada. Ce que nous disons, c'est que, pour les travailleurs à faible revenu, les prestations prévues par l'ancien régime d'allocations familiales sont aujourd'hui supérieures à ce qu'elles étaient autrefois.

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, le rapport nous apprend aussi que, selon les estimations, seulement 0,7 p. 100 des familles monoparentales se retrouveront en 1993 avec un revenu supérieur au seuil de la pauvreté grâce au nouveau programme. Dans les familles dirigées par un couple, la proportion sera de 1,6 p. 100.

Le rapport dit encore: «De plus, ces augmentations modestes ne se matérialiseront que s'il existe des emplois satisfaisants.»

Le niveau de chômage demeure désespérant, plus d'un million et demi de personnes sont sans travail, et le gouvernement n'a rien fait pour créer des emplois convenables. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encore présenté un programme pour garantir à tous les Cana-

diens les emplois dont ils ont besoin pour que eux-mêmes et leur familles aient un niveau de vie décent?

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je n'ai jamais affirmé que le programme mis en place pour les enfants remplaçait les emplois qui ont toujours été les objectifs premiers du gouvernement et de n'importe quel Canadien ou Canadienne. Il est très évident que l'objectif premier du gouvernement, par les politiques économiques que nous mettons de l'avant, ont d'abord pour objectif de créer des emplois. Ces programmes que nous mettons en place servent de compléments aux problèmes auxquels font face particulièrement les enfants pauvres.

Mais encore une fois, je suis tout à fait d'accord que les efforts déployés par les autres ministères pour la création d'emplois demeurent la réponse fondamentale au problème de la pauvreté des enfants au Canada.

\* \* \*

[Traduction]

## MONTRÉAL

**Mme Sheila Finestone (Mont-Royal):** Monsieur le Président, près d'une personne sur cinq à Montréal est sans travail. Rien que cette année, 17 000 personnes ont perdu leur emploi dans le secteur manufacturier, 10 000 dans celui du commerce de détail et 9 000 autres dans le secteur financier.

Voilà qu'en plus de ces chiffres très déplorables sur le chômage, nous apprenons aujourd'hui que la cote de crédit des obligations de la ville est passée de AA à A+.

Montréal constitue le cœur et les poumons de l'économie de la province de Québec. Pourquoi le ministre des Finances a-t-il laissé la situation se détériorer à ce point, et quel plan d'action, s'il en a un, a-t-il établi pour relancer l'économie de Montréal?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, je comprends les difficultés qu'on éprouve d'un bout à l'autre du pays. Comme je l'ai dit hier, l'économie canadienne traverse une période difficile parce que l'économie mondiale traverse elle aussi une période difficile.

Les marchés sont anémiques. Les prix des produits de base sont faibles. Le fardeau de l'endettement des consommateurs, des entreprises et des gouvernements fait peser une énorme menace sur l'économie. Tout cela ralentit l'économie mondiale.